

Une mission pour prendre des contacts avant de signer des contrats

La Belgique ne s'était plus rendue en mission économique en Colombie depuis 30 ans et découvrait le Pérou. Il s'agissait donc avant tout de montrer aux entreprises qu'elles peuvent (à nouveau) faire des affaires avec ces pays. N'en déplaise à la Flandre, grande absente de la délégation officielle.

MARTINE MAELSCHALCK
À LIMA

Mis à part quelques contrats signés par de grandes entreprises, comme Exmar, la mission économique belge qui s'est rendue la semaine dernière en Colombie et au Pérou était avant tout une mission de prospection et de reprise de contact avec ces pays longtemps en proie à la violence et à la violation des droits sociaux. Des problèmes qui ne sont d'ailleurs pas éradiqués, mais la Colombie comme le Pérou se sont résolument engagés sur la voie de la pacification et du redressement économiques (les deux pays sont d'ailleurs demandeurs d'entrer à l'OCDE). «Pour montrer notre volonté de revenir sur ces marchés, il faut d'abord nouer de nombreux contacts politiques. Ce n'était pas une mission où l'on signe des contrats, mais où l'on prend des contacts. Les entreprises ont eu près de 400 rendez-vous B to B, dont pas moins

de 175 rendez-vous pour les entreprises wallonnes», explique Jean-Claude Marcourt, ministre wallon de l'Économie et ministre francophone de l'Enseignement supérieur.

Sous cette dernière casquette, il peut néanmoins aligner des chiffres: le premier accord jamais noué par l'Ares (Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur) portant sur l'organisation des bourses pour étudiants a été signé au Pérou en présence de la princesse Astrid et du président de la république. Huit autres accords académiques ont été signés tout au long de la semaine, ce qui démontre aussi que l'éducation était l'une des préoccupations essentielles des pays visités. «La science et le savoir font partie du rayonnement économique d'un Etat. L'Agence belge du Commerce extérieur a parfois tendance à ne voir que les résultats sonnants et réverbérants. Mais ce que la Belgique vend à l'étranger, c'est son écosystème avec ses entrepreneurs et ses scientifiques.», souligne Jean-Claude Marcourt.

Pour les entreprises, il s'agissait avant tout de constater qu'il est possible de faire des affaires avec deux nouveaux «tigres» de l'Amérique latine, qui sont stabilisés sur le plan politique et en croissance économique. L'accord de libre-échange entre la Colombie et l'Union européenne est un signal important de

cette volonté de jouer à nouveau dans le concert des Etats. Il doit encore être ratifié par les différentes entités belges, ce qui émeut certains partis politiques en raison de la situation des droits de l'homme en Colombie. Mais Jean-Claude Marcourt se veut pragmatique: «Le dialogue est toujours plus fort que la chaise vide. Il faut aider le président Santos à réussir son pari.»

«Fantastique collaboration»

L'autre grand sujet de conversation qui agitait les participants au voyage était bien entendu la décision unilatérale de la Flandre de limiter désormais le nombre de missions principales à deux par an. Une décision purement politique qui laisse sceptiques jusqu'aux entreprises flamandes, convaincues que, selon l'expression consacrée, la présence d'un membre de la famille royale «ouvre des portes qui ne s'ouvriraient jamais autrement» (lire ci-dessous).

Même la représentante de l'agence flamande à l'exportation, Claire Tillekaerts, s'est réjouie de la «fantastique collaboration» constatée entre l'Agence fédérale et les institutions régionales. Elle était d'ailleurs la seule représentante des autorités flamandes, puisqu'aucun ministre ni aucune université n'avait cru devoir faire le déplacement.

8 accords

Les universités francophones ont signé 8 accords avec leurs homologues en Colombie.

Jean-Claude Marcourt «Il faut faire fonctionner les institutions du pays»

Le ministre wallon de l'Économie affirme vouloir s'inscrire dans le concept de loyauté fédérale. Objectif: assurer une bonne collaboration entre les différentes entités.

MARTINE MAELSCHALCK
À LIMA

La Belgique est ainsi faite: au lendemain des déchirements majoritairement que l'on a vécus à la Chambre, une mission économique associant l'Agence fédérale du commerce extérieur et les trois régions, décollait pour la Colombie et le Pérou, sous la conduite de la princesse Astrid. Au vu du début de législature

tonitruant, la question se pose de savoir comment les entités fédérées et l'État fédéral vont parvenir à collaborer efficacement et avec une certaine sérénité. Nous avons posé cette question au ministre wallon de l'Économie Jean-Claude Marcourt, pendant la mission.

Comment voyez-vous fonctionner l'État fédéral dans les années à venir, compte tenu des crispations actuelles?

Quand je regarde l'accord de gouvernement fédéral, j'y vois beaucoup de choses que je n'aime pas, qui me font peur, notamment par rapport à la défense des intérêts des Wallons et des Bruxellois francophones. Mais

ça, c'est ma conviction et mon regard politique. Parallèlement, en tant que ministre wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, je suis convaincu qu'il faut veiller à ce que notre système institutionnel complexe continue à fonctionner. Je vais par exemple discuter de la suite des PAI (pôles d'attraction interuniversitaires) avec le ministre flamand Philippe Muyters (N-VA). Nous continuerons à avancer dans la recherche sur le spatial. Je pense aussi à la nécessité absolue d'augmenter le nombre de numéros Inami pour les médecins, dont il faut discuter avec Maggie De Block (ministre fédérale de la Santé, Open VLD, ndlr).

La Belgique doit importer tous les ans des médecins dans certains secteurs en pénurie alors que les candidats médecins belges sont soumis à des restrictions. Il faut trouver une solution. Tout le modèle belge repose sur la conception de la loyauté fédérale. Il faut faire fonctionner les institutions du pays. Je m'inscris totalement dans ce schéma.

Le dialogue va-t-il cependant devenir plus difficile en Belgique?

Le gouvernement fédéral a une responsabilité immense. Or, je suis impressionné par le nombre de ministres qui, au fédéral, n'ont jamais exercé le pouvoir. Je pense à tous les ministres N-VA, à la majorité des mi-

nistres MR. Je lance un appel en ce sens à Kris Peeters (ministre de l'Économie et de l'Emploi, CD&V, ndlr) pour mener une véritable concertation sociale. Les organisations syndicales ont le sentiment que les dés ont été pipés. Les syndicats ressentent certaines mesures comme des attaques frontales contre le statut des travailleurs ou le mode de fonctionnement des entreprises. C'est maintenant au gouvernement et aux organisations patronales de prouver que les partenaires sociaux peuvent arriver à un accord. Tout le monde doit faire un effort, il ne faut pas que ce soit unilatéral. En cela, le CD&V a un rôle à jouer pour éviter

l'emballlement des uns et des autres.

Vous voulez dire que le gouvernement va devoir accepter des compromis?

Un accord du gouvernement, on le sait, cela se rédige dans une pièce fermée, loin des regards. Mais après, il faut se confronter au réel, mesurer les conséquences du texte. Certaines mesures concrètes sont terribles pour la société belge. Le gouvernement doit prendre en compte l'émoi et l'inquiétude du monde du travail et de la société civile belge et en tirer les conséquences. Je suis un homme de dialogue; je lance donc un appel au dialogue.

RÉACTIONS

La princesse Astrid

Elle confesse comme toujours: «*La conférence de presse de fin de mission n'est pas mon moment préféré.*» Mais elle se plie à l'exercice, dans les deux langues, énumère les atouts des entreprises et des universités et n'oublie personne dans ses remerciements, se permettant même parfois une touche d'humour. Comme lorsque Pieter De Crem dira tout le bien qu'il pense des missions princières: «*Je ne l'ai pas payé pour dire ça*», ou après une nouvelle pluie d'éloges: «*Si après ça je n'attrape pas le gros cou...*»

Jean-Claude Marcourt

MINISTRE WALLON DE L'ÉCONOMIE

«Nous pourrions organiser des missions régionales avec une, deux ou trois régions. Mais il ne faut pas se faire d'illusions: nous n'aurions jamais rencontré les présidents de la république de Colombie et du Pérou si nous avions eu une mission conduite par Messieurs Magnette, Bourgeois et Vervoort... J'espère que Geert Bourgeois s'en rendra compte par lui-même puisqu'il est inscrit à la prochaine mission princière à Singapour et en Malaisie.»

Pascale Delcominette

ADMINISTRATRICE GÉNÉRALE DE L'AWEX

«Nous avons été longtemps absents de Colombie. Mais aujourd'hui, les 300 participants à la mission vont revenir en Belgique avec une autre image de ce pays. J'ai particulièrement apprécié le travail réalisé par nos équipes en Belgique et sur place. Nos attachés économiques et commerciaux font du sur-mesure pour les entreprises. C'est vraiment magique de constater en direct les résultats engrangés par nos entreprises.»

Pieter De Crem

SECRÉTAIRE D'ÉTAT FÉDÉRAL
AU COMMERCE EXTÉRIEUR

«Je ne me prononce pas sur les décisions qui font partie des accords gouvernementaux. L'important est de savoir comment rencontrer l'objectif qui est de vendre nos entreprises et leurs produits et d'obtenir un effet sur le marché belge en termes de production et d'emploi. Tous les participants aux missions princières sont convaincus que c'est la meilleure formule, qu'aucune autre ne pourrait avoir un meilleur impact commercial.»

Cécile Jodogne

SECRÉTAIRE D'ÉTAT BRUXELLOISE
AU COMMERCE EXTÉRIEUR

«Je pense que Geert Bourgeois se trompe. Le maintien de quatre missions princières par an devrait redevenir une priorité. A Bruxelles en tout cas, ces missions sont dans notre plan d'action et le budget est prévu. C'était ma première mission économique. Les entreprises bruxelloises ont eu une soixantaine de contacts. L'important sera le suivi de ces contacts auquel je veillerai personnellement et avec Brussels Invest Export.»